



Selarl HUGLO LEPAGE & Associés
Bonnes pratiques 2014

GLOBAL COMPACT - COP - Janvier 2015

SOMMAIRE

LA DECLARATION

LES 10 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

NOTRE ENGAGEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

PRINCIPES RELATIFS AU DROIT DE L'HOMME

PRINCIPES RELATIFS AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

PRINCIPES RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT

PRINCIPES RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

CONCLUSION

LA DECLARATION

Nous avons le plaisir de vous renouveler par la présente l'engagement de la SELARL Huglo Lepage & Associés à adopter, soutenir et appliquer les 10 principes du Pacte Mondial. Nous renouvelons ainsi notre volonté de faire progresser ces principes tant en interne qu'en externe.

Dans ce contexte je vous prie de trouver ci-dessous l'illustration au sein de notre société d'un certain nombre de principes, ainsi que de leur évolution.

Christian Huglo, avocat, associé fondateur du cabinet Huglo Lepage & Associés.



Corinne Lepage, avocate, associée fondatrice du cabinet Huglo Lepage & Associés.



Marie-Pierre Maître, avocate, associée co-gérante du cabinet Huglo Lepage & Associés.



Alexandre Moustardier, avocat, associé co-gérant du cabinet Huglo Lepage & Associés.



François Braud, avocat associé du cabinet Huglo Lepage & Associés.



Gwendoline Paul, avocate associée du cabinet Huglo Lepage & Associés



Adrien Fourmon, avocat associé du cabinet Huglo Lepage & Associés.



Julien Girard, avocat associé du cabinet Huglo Lepage & Associés.



LES 10 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

Droits humains

- ◇ Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence.
- ◇ Veiller à ce que leur propre compagnie ne se rende pas complice de violations de droit de l'homme.

Conditions de travail

- ◇ Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociations collectives.
- ◇ Eliminer toute forme de travail forcé ou obligatoire.
- ◇ Abolir de façon effective le travail des enfants.
- ◇ Eliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

- ◇ Appliquer le principe de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.
- ◇ Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.
- ◇ Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

- ◇ Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots de vin.

NOTRE ENGAGEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

1/ Accompagner nos clients pour une meilleure appréhension du droit du développement durable.

Cabinet d'avocats engagé et précurseur en droit de l'environnement depuis une quarantaine d'années sous l'impulsion de ses deux associés fondateurs, Christian Huglo (avocat dans de nombreux contentieux liés à la Pollution : Amoco Cadiz, Pollution du Rhin, affaires de la Montedison, de l'Erika...) et Corinne Lepage (ancienne ministre de l'environnement), la Selarl Huglo Lepage & Associés s'est toujours développée dans une optique de promotion tant interne qu'externe du développement durable.

Ainsi les membres du cabinet sont tous sensibilisés et incités à suivre cette voie suivant leur domaine de compétence. Par exemple, Marie-Pierre Maître avocate associée également au sein du cabinet dirige le service veille juridique. Ce service est dédié à l'accompagnement des clients pour une meilleure compréhension et application du droit de l'environnement et de la santé sécurité au travail dans leur entreprise.

En particulier les veilles réglementaires et les formations dispensées au sein des entreprises permettant aux clients de s'engager et de maintenir leur certification ISO 14001 et OHSAS 18001.

2/ Faire évoluer le droit de l'environnement à travers nos activités doctrinales.

- Notre présence au sein de l'ACE (Association des Avocats Conseils d'Entreprise), ainsi qu'à l'Ordre des avocats de Paris et au Conseil National des Barreaux.

Deux associés du cabinet membres de l'ACE, Alexandre Moustardier et François Braud, sont co-présidents de la Commission environnement et développement durable.

Alexandre Moustardier est ancien membre du Conseil de l'Ordre des avocats de Paris notamment en charge des questions environnementales pour l'Ordre, et membre du Conseil National des Barreaux.

- Les avocats du cabinet Huglo Lepage dispensent régulièrement des formations.

Les associés et certains collaborateurs s'engagent à dispenser des formations en droit de l'environnement et de la santé sécurité au travail.

- les avocats du cabinet font évoluer le droit de l'environnement à travers la doctrine et par leur présence dans des instances

Le cabinet est très présent dans les comités de rédaction de revues de droit de l'environnement.

Certains associés, notamment Corinne Lepage et Christian Huglo, ont été chargés de mission par le gouvernement.

-Corinne Lepage a ainsi rendu un rapport sur le Grenelle de l'environnement, la gouvernance écologique.

La ministre, Madame Ségolène Royal a confié à Maître Corinne Lepage une mission sur « la transition économique pour les acteurs du nouveau monde ».

-Christian Huglo a été auditionné au Sénat sur la notion de préjudice écologique, et il participe au groupe de travail sur la réforme du contentieux de l'environnement.

-Marie-Pierre Maître vient d'être nommée au CSPRT (Conseil Supérieur de la prévention des Risques Technologiques) : ce Conseil avait à l'origine pour compétence exclusive celle des « installations classées » ; le conseil supérieur des installations classées a été créé en 1976 pour examiner l'ensemble de ces questions. En 2010, il a été décidé de réunir plusieurs commissions au sein de ce Conseil, afin de simplifier et rationaliser les Commissions consultatives. Il a également été jugé intéressant de traiter dans une même instance des sujets connexes du risque industriel, du risque nucléaire et du risque de transport de matières dangereuses par canalisations.

Ce Conseil peut également être saisi par le ministre de tout autre sujet relatif à la prévention des risques technologiques.

Le cabinet a donc une action doctrinale importante en faveur du droit de l'environnement et du développement durable.

3/ Le développement d'une démarche Iso

Le cabinet est certifié ISO 9001 version 2008. Il a été l'un des premiers cabinets d'avocats français à obtenir la certification.

Cette certification promeut notamment l'amélioration continue dans le cadre de notre système de Management de la Qualité.

Les actions mises en place, l'évaluation des résultats et les objectifs à atteindre font l'objet d'un suivi interne (audits diligentés par nos deux auditeurs qualifiés) et externe (une fois par an par un auditeur externe au cabinet) afin de répondre aux exigences du principe d'amélioration continue.

Une fois par an, les associés se réunissent avec la responsable qualité lors d'une revue de direction qui permet de faire un point sur les objectifs, leur état d'avancement, les axes d'amélioration, les actions entreprises...

Il convient de souligner que cette norme va être substantiellement modifiée en 2015 ; elle intégrera notamment la notion environnementale d'une façon beaucoup plus importante, ce qui permettra au cabinet une intégration complète et définitive de cette notion dans son système de Management de la qualité.

4/ Des réalisations concrètes

En interne, il a été demandé notamment à la personne responsable des commandes de fournitures et de consommables une vigilance accrue sur les quantités et la qualité des produits nécessaires, ainsi que leur provenance.

Une étude vous sera présentée plus loin.

La stratégie générale du cabinet s'inscrivant dans le développement durable, nous avons suivi, par une démarche volontaire, les juridictions administratives qui souhaitent mettre en place un système de procédure dématérialisée dite « Télérecours » qui évitera à l'avenir l'envoi des actes de procédures (jugements, convocation aux audiences, pièces...) par fax ou par courrier, et par conséquent une économie de papier et de temps.

Cette procédure dématérialisée permet de gérer l'ensemble des communications par le biais d'internet.

PRINCIPES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

- Du fait de ses activités, de son implantation géographique française, de la localisation de ses missions et de ses fournisseurs, le cabinet n'est pas confronté à la difficulté de faire respecter le droit international relatif aux droits de l'homme.

Cependant, depuis sa création le cabinet Huglo Lepage & Associés qui place l'environnement (son domaine de prédilection) au cœur de sa politique et de son activité œuvre donc naturellement pour le respect des droits de l'homme.

- Le cabinet travaille avec des fournisseurs proposant des produits respectueux de l'environnement et fabriqués dans des conditions conformes à la dignité humaine.

Ce critère est intégré dans la sélection de tous nos fournisseurs.

Ex : <http://www.pleinciel.fr/qui-sommes-nous/charte-developpement-durable.html>

-Partenaire de l'Atelier de la Roselière, entreprise adaptée Fabrication-Conditionnement-Sous traitance de fournitures de bureau :

"L'Atelier de la Roselière favorise l'insertion professionnelle et sociale des travailleurs handicapés qui ne peuvent trouver leur place dans le circuit économique ordinaire. L'atelier emploie des personnes reconnues travailleurs handicapés et orientés par la "MDPH"(Maison Départementale des personnes handicapées) dont le handicap nécessite des conditions particulières d'emploi."

Le cabinet Huglo Lepage & Associés commande régulièrement des fournitures afin d'aider le développement de cette initiative.

PRINCIPES RELATIFS AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

La liberté d'association et la reconnaissance du droit à la négociation collective sont encadrés par le droit social français et s'impose à tous.

Les salariés sont représentés au sein du cabinet.

Du fait de ses activités, de son implantation géographique française, de la localisation de ses missions et de ses fournisseurs, le cabinet n'est pas confronté à la problématique du travail forcé ou obligatoire, ni du travail des enfants.

L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession est également très encadrée par le droit social français mais ne pose aucun problème au sein du cabinet notamment en ce qui concerne la parité homme/femme.

La totalité du personnel salarié est féminine et parmi les avocats il y a 10 hommes et 10 femmes.

En ce qui concerne les conditions de travail des membres du cabinet :

Les visites de la médecine du travail ont permis d'améliorer les conditions de travail et de mieux aménager les postes de travail (l'ensemble des actions est répertorié dans le document unique), comme l'acquisition de repose-pied, réglage des écrans, repose-poignée.

Nos taux d'absentéisme, d'accident du travail ou de trajet sont extrêmement bas depuis des années.

La recommandation d'espace pour une personne à son poste de travail de 10m² et de 12m² pour deux personnes est largement respectée.

Enfin une lampe (luminothérapie) a été acquise.

PRINCIPES RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT

Des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ont été prises au cabinet depuis plusieurs années maintenant.

Amélioration de la gestion de l'environnement, en particulier celle des déchets. Bien que nous soyons prestataire de services, nous produisons des déchets comme tout à chacun.

Le cabinet a donc mis en place un système non seulement de :

Tri des déchets :

- Poubelles exclusivement réservées au papier.
- Récupérateur de piles usagées, nous avons souscrit en 2014 un contrat avec la société Corepile (cf conclusion)
- Depuis 2013 le cabinet va plus loin que le tri des déchets. En effet les collectes bénévoles de piles et de cartouches ont, pour la plupart, cessé leur activité.

Nous avons souscrit un contrat en 2013 avec la poste « Recy'go », des récupérateurs de papier étaient installés dans chaque bureau (les Eco'belles), et la poste venait les collecter toutes les semaines pour recyclage.

Début 2015 nous avons mis fin à ce contrat pour collaborer avec une autre société filiale du groupe Paprec : Confidentialys qui nous garantit une confidentialité quasi-totale du traitement de nos déchets papier. (cf conclusion)

En ce qui concerne les cartouches de photocopieurs, nous allons passer un contrat en 2015 avec notre fournisseur CANON qui viendra les récupérer.

- Le cabinet a déménagé fin octobre 2014, et nous avons donc fait un gros travail en termes d'archivage et de tri, 22 446 kg d'archives ont été récupérés, détruits et recyclés par la société Nouvelle Attitude :

Nouvelle Attitude® est une entreprise d'insertion conventionnée par l'Etat et le Pôle Emploi, spécialisée dans le recyclage des papiers de bureau. Depuis 2011 Nouvelle Attitude® est une entreprise du groupe La Poste.

Ses expertises conjuguent une double compétence :

- Réunir et animer les conditions sociales et professionnelles nécessaires pour assurer la formation, l'encadrement et la réintégration dans le

monde du travail de personnes exclues, ou victimes d'handicaps sociaux ou professionnels.

- Animer une activité logistique et industrielle locale et pérenne, à fort potentiel de développement, créatrice d'emplois dans le domaine de la prévention et du recyclage et des papiers de bureaux.

Par son activité d'insertion par le travail et son expertise dans la valorisation des papiers de bureaux, Nouvelle Attitude s'inscrit comme « contributeur actif aux préoccupations majeures du développement durable territorial ».

L'économie de ressource ou la nécessité de réexaminer le fonctionnement de ses organisations pour les rendre plus efficaces, tant au niveau de leurs modes de consommation que de leurs impacts sur l'environnement.

L'économie sociale et solidaire ou la nécessité de conjuguer avec les acteurs socio-économiques, une meilleure alliance entre efficacité sociale et rentabilité économique.

L'économie territoriale ou la nécessité de valoriser localement les ressources d'un territoire pour y créer des richesses et contribuer à pérenniser son développement économique.

Préservation des ressources naturelles :

- Extinction des éclairages inutiles et **utilisation d'ampoules basse tension à économie d'énergie.**
- Extinction des appareils (type photocopieurs..) et écrans plutôt que d'utiliser le mode veille.
- Utilisation en interne de tasses en porcelaine et également au maximum pour nos clients plutôt que d'utiliser des gobelets jetables, la même chose pour les petites cuillères. **Et les gobelets jetables utilisés sont obligatoirement recyclables.**
- **Utilisation en interne de piles rechargeables (voir niveau de consommation ci-après)**
- Limiter l'utilisation du papier en faisant des photocopies recto/verso et en imprimant recto/ verso : les photocopieurs et imprimantes sont paramétrés pour sortir les impressions et photocopies en recto/verso par défaut.
- Récupération au maximum de papier pour en faire des « brouillons ».
- **Privilégier internet pour toute notre communication interne et externe : envoi de la newsletter, documentation, invitations, note de service... Le cabinet dispose à présent pour sa communication externe, d'un blog, de comptes twitter, Viadeo, et LinkedIn.**
- Utilisation systématique de papier recyclé ou de haute qualité environnementale, que ce soit pour le papier d'utilisation courante, le papier des supports de communication (plaquettes, carte de visites...).
- Indication sur tous les mails sortant de la mention en français et en anglais :

□ Help save paper - do you need to print this email?

- Collaboration exclusive avec un imprimeur ayant le certificat « Imprim'vert ».
- Utilisation de cartes de vœux électroniques

Réduction et rationalisation de la consommation de fournitures et de consommables :

- En 2012, le cabinet a consommé :
 - 42 piles
 - 16 piles rechargeables
 - 3.595,5 kg de papier.
- En 2013, le cabinet a consommé :
 - 40 piles
 - 8 piles rechargeables
 - 2.792 kg de papier
- En 2014, le cabinet a consommé :
 - 38 piles
 - 8 piles rechargeables
 - 3.553 kg de papier

Nous constatons que la consommation de piles reste stable, en revanche celle du papier a augmenté pour rejoindre la consommation de 2012, ceci étant du notamment à un gros contentieux sur la tempête Xynthia, qui a nécessité énormément d'écrits au regard du nombre important de plaignants.

Prévention de la pollution :

- Contrat avec une société de coursiers à vélo.

Nous avons deux prestataires extérieurs pour les courses, un qui utilise la voiture et l'autre le vélo :

- En 2012 : 25 courses en voiture et 78 courses en vélo
- En 2013 : 9 courses en voiture et 101 courses en vélo
- En 2014 : aucune course en voiture et 47 courses en vélo

Il n'y a eu aucune course en voiture en 2014 au profit des courses en vélo, ce qui est très satisfaisant.

- Pour les déplacements des avocats, la priorité est donnée aux voyages en train plutôt qu'en avion :
 - **En 2012 :**
Les déplacements professionnels en train : 108
Les déplacements professionnels en avion : 30
 - **En 2013 :**
Les déplacements professionnels en train : 103
Les déplacements professionnels en avion : 33
 - **En 2014 :**
Les déplacements professionnels en train : 99
Les déplacements professionnels en avion : 26

Le nombre de déplacements professionnels en avion a relativement baissé en 2014

Il va être très difficile de les réduire, car la présence des avocats aux tribunaux est le plus souvent indispensable.

- En cas de grève, le covoiturage s'est instauré notamment parmi les salariés et dans la mesure du possible, la direction autorise les membres du cabinet qui le peuvent à rester chez eux avec encouragement pour le télétravail.
- Nous avons encouragé les avocats à organiser des conférences téléphoniques avec les clients pour éviter les déplacements pour les rencontrer, ou que les clients eux-mêmes se déplacent.

Pour cela, le cabinet fait appel par le biais d'internet à un système gratuit d'organisation de conférence téléphonique et en interne il s'est équipé d'un système d'audio conférence (*Voice station*) afin que ces conférences se déroulent le plus confortablement possible pour les intervenants.

PRINCIPES RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

En tant que cabinet d'avocat, nous ne sommes pas directement impactés par le problème de la corruption.

Le métier d'avocat étant une profession règlementée, nous sommes soumis au contrôle permanent de deux organismes : l'Ordre des avocats et la CARPA.

Les membres de la profession sont tenus de respecter le R.I.N (Règlement Intérieur National) ainsi que l'ensemble des textes (loi de 1971, décret de 1991...) regroupés dans un **code de déontologie**, qui sont autant de garde-fous contre les mauvaises pratiques en général et la lutte contre la corruption en particulier.

Quelques exemples :

L'article 1.5 du RIN (Devoir de prudence) dispose :

« En toutes circonstances, la prudence impose à l'avocat de ne pas conseiller à son client une solution s'il n'est pas en mesure d'apprécier la situation décrite, de déterminer à qui ce conseil ou cette action est destiné, d'identifier précisément son client.

A cette fin, l'avocat est tenu de mettre en place, au sein de son cabinet, une procédure lui permettant d'apprécier, pendant toute la durée de sa relation avec le client, la nature et l'étendue de l'opération juridique pour laquelle son concours et sollicité.

Lorsqu'il a des raisons de suspecter qu'une opération juridique aurait pour objet ou pour résultat la commission d'une infraction, l'avocat doit immédiatement s'efforcer d'en dissuader son client. A défaut d'y parvenir, il doit se retirer du dossier. »

L'article 6.3 du RIN dispose :

« Indépendamment de ces missions, il peut recevoir de ses clients un mandat dans les conditions fixées ci-après.

L'avocat doit justifier d'un mandat écrit, sauf dans les cas où la loi ou le règlement en présume l'existence.

Il peut recevoir mandat de négocier, d'agir et de signer au nom et pour le compte de son client. Un tel mandat doit être spécifique et ne peut en conséquence avoir un caractère général.

Il peut être désigné comme représentant fiscal de son client.

Il peut assister ou représenter son client à l'occasion de la réunion d'une assemblée délibérative ou d'un organe collégial, à charge pour lui d'en aviser au préalable l'avocat de la personne morale ou, à défaut, son représentant légal ou l'auteur de la convocation.

Il peut accepter un dépôt ou une mission de séquestre conventionnel ou judiciaire.

Il doit refuser de recevoir en dépôt ou à titre de séquestre un acte manifestement illicite ou frauduleux.

Le mandat écrit doit déterminer la nature, l'étendue, la durée de la mission de l'avocat, les conditions et modes d'exécution de la fin de celle-ci, ainsi que les modalités de sa rémunération.

Lorsque l'avocat est dépositaire ou séquestre de fonds, effets ou valeurs, il doit les déposer sans délai à la CARPA ou sur le compte « séquestre » du bâtonnier, avec une copie de la convention de dépôt ou de séquestre.

L'avocat s'assure au préalable de la licéité de l'opération pour laquelle il lui est donné mandat. Il respecte strictement l'objet du mandat et veille à obtenir du mandant une extension de ses pouvoirs si les circonstances l'exigent. S'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir le mandat qui lui est confié, il doit en aviser sans délai le mandant.

En plus du RIN les avocats parisiens doivent se conformer au **Règlement Intérieur du Barreau de Paris** qui dans ses articles 75.1 et suivants précise les règles concernant « les règlements pécuniaires et les obligations comptables » (http://www.avocatparis-bdd.org/RIBP.htm#_Toc367108264)

Mais le cabinet Huglo Lepage & Associés a souhaité aller plus loin. Un point crucial nous est apparu comme étant celui de l'éthique, raison pour laquelle nous avons adhéré à la Charte de transparence sur les honoraires du réseau Gésica (réseau d'avocats indépendants) et que nous affichons également sur notre site internet nos 7 engagements :

- Engagement en termes de qualité
- Engagement en termes de qualité intellectuelle et de compétence technique
- Engagement en termes de conflits d'intérêts
- Engagement en termes de développement durable
- Engagement en termes d'éthique environnementale
- Engagement en terme financier
- Engagement en termes de disponibilité

CHARTRE SUR LA TRANSPARENCE DE L'HONORAIRE

Le réseau GESICA regroupe des cabinets d'avocats indépendants qui ont choisi de mettre en valeur la qualité de communication et la transparence de l'honoraire entre ses membres et leurs clients.

Les avocats GESICA dans le respect de la liberté de fixation de l'honoraire, mais soucieux d'une information précise et préalable, s'engagent, au-delà des obligations légales, à assurer une clarté complète et sincère sur les coûts d'intervention en observant les règles suivantes :

- Donner une information préalable sur le montant des provisions et honoraires (forfait) ou le moyen de le déterminer (temps passé) ou proposer une convention d'honoraires comportant éventuellement un honoraire de résultat.
- Formaliser par écrit une proposition des honoraires frais et débours qui sera soumise à la signature ou à l'accord du client.
- Avertir le client, en cas d'événement susceptible de modifier le montant initialement prévu, en raison de l'évolution du dossier.
- Fournir sur simple demande un état détaillé des diligences effectuées
- En cas d'honoraire au temps passé, établir au fur et à mesure des diligences une facturation et en tenir régulièrement informé le client.
- Remettre au client au terme de la mission qui lui a été confiée, ou à la clôture du dossier, un compte détaillé, précisant les diligences accomplies et rappelant l'ensemble des sommes appelées.
- Afficher et porter à la connaissance de la clientèle la présente charte.
- Conformément aux dispositions de l'article 10 du RIU cette charte pourra être portée à la connaissance du public.

A noter que Corinne Lepage, associée fondateur du cabinet, est membre de **Transparency International**.

CONCLUSION

En ce qui concerne les déplacements, le cabinet a réussi à se stabiliser à un niveau acceptable depuis 2011, qui sera difficilement compressible (à noter une légère baisse des trajets en avion).

Dès lors que le métier d'avocat nécessite leur présence lors de certaines audiences, certains déplacements resteront donc inévitables.

Pour les coursiers, il n'y a eu aucune course en voiture en 2014 au profit des courses en vélo, ce qui est très satisfaisant.

En ce qui concerne les fournitures, nous constatons une hausse de notre consommation de papier qui s'explique par le grand procès des victimes de la tempête Xynthia au pénal qui a nécessité beaucoup d'écritures. En ce qui concerne la consommation de piles elle reste relativement stable.

Depuis 2013 le cabinet va plus loin que le tri des déchets. En effet les collectes bénévoles de piles et de cartouches ont pour la plupart cessé leur activité.

Nous avons donc souscrit un contrat en 2013 avec la poste « Recy'go ». Le facteur venait collecter régulièrement les récupérateurs de papier installés dans chaque bureau : les Eco'belles® étaient vidées régulièrement dans les bacs à recycler mis à notre disposition. Ces bacs étaient emportés par le facteur lors de sa tournée. L'impact en émission de CO2 supplémentaire était donc quasi nul.

Nos papiers usagés étaient traités par des entreprises d'insertion. Le tri des papiers était confié à des entreprises d'insertion partenaires où les salariés bénéficiaient d'un accompagnement personnalisé leur permettant un retour à l'emploi pérenne. Nous participions ainsi au développement de l'économie sociale et solidaire.

Les papiers étaient recyclés en France. Suite à l'accord signé avec COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses), La Poste s'engageait à confier les papiers à recycler aux papetiers situés en France.

En 2015 nous avons mis fin à notre contrat avec la poste pour en prendre un autre plus avantageux et surtout plus sécurisé du point de vue confidentialité avec un service spécialisé du groupe Paprec : Confidentialys. (Cf pièces jointes)

Le mode de fonctionnement est quasiment le même, avec un collecteur en carton pour chaque personne, mais un collecteur général sécurisé (cf. pièce jointe).

En 2014 pour la récupération des piles, nous avons passé un contrat avec Corepile.

Corepile est un éco-organisme sous Agrément d'Etat depuis 2010 qui assure la collecte et le recyclage des piles et accumulateurs portables pour le compte de ses adhérents metteurs sur le marché en France (producteurs, distributeurs, incorporateurs et importateurs).

Créé en juillet 2003 par les principaux fabricants ou distributeurs, il assure une mission d'intérêt général de façon mutualisée, dans le respect de son cahier des charges. Ainsi il rend compte régulièrement de ses activités au Ministère de l'Environnement, à l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), à un censeur d'État et à la Commission Consultative d'Agrément.

La mission première de Corepile est de développer en France métropolitaine et dans les DOM/COM, la collecte sélective et le recyclage de toutes les catégories de piles et petites batteries portables afin de contribuer à atteindre l'objectif national de 45% à l'horizon 2016.

Nos archives de plus de 10 ans ont également été récupérées puis recyclées.

Enfin, la promotion du Développement Durable reste au sein du droit de l'environnement le cœur de métier du cabinet Huglo Lepage et un de ses principaux axes de développement : notamment avec la **démarche d'adhésion volontaire à la procédure dématérialisée des juridictions administratives « télérecours »**, une communication élargie sur les réseaux sociaux, une nouvelle organisation pour la récupération et le recyclage de nos déchets.

ATTESTATION DE DESTRUCTION & DE RECYCLAGE DE PAPIERS



HUGLO LEPAGE

Je soussigné Didier Toqué, directeur de NOUVELLE ATTITUDE, atteste et certifie que les papiers usagés collectés ci-dessous, ont été détruits et recyclés, selon leurs catégories, par la papeterie UPM à la Chapelle Darblay, dans le respect des dispositions environnementales et réglementaires en vigueur.

Collecte et destruction N°MACGDL14-33	
Date de collecte	Avril 2014
Adresse	40 rue Monceau – 75008 PARIS
Caractéristiques	Désarchivage
Poids	5991 kg
Date de destruction	30/04/2014

nouvelle attitude
Dynamiques environnementales, sociales & territoriales

Fait à Coignières, le 20/05/14

Certifié détruit par recyclage
2014



ATTESTATION DE DESTRUCTION

& DE RECYCLAGE DE PAPIERS



HUGLO LEPAGE

Je soussigné Didier Toqué, directeur de NOUVELLE ATTITUDE, atteste et certifie que les papiers usagés collectés ci-dessous, ont été détruits et recyclés, selon leurs catégories, par la papeterie UPM à la Chapelle Darblay, dans le respect des dispositions environnementales et réglementaires en vigueur.

Collecte et destruction N°NACGOL14-96	
Date de collecte	Juillet 2014
Adresse	40 rue Monceau – 75008 PARIS
Caractéristiques	Désarchivage
Poids	4799 kg
Date de destruction	30/07/2014

nouvelle attitude
Dynamiques environnementales, sociales & territoriales

Fait à Coignières, le 28/08/2014

Certifié détruit par recyclage
2014



ATTESTATION DE DESTRUCTION & DE RECYCLAGE DE PAPIERS



HUGLO LEPAGE

Je soussigné Didier Toqué, directeur de NOUVELLE ATTITUDE, atteste et certifie que les papiers usagés collectés ci-dessous, ont été détruits et recyclés, selon leurs catégories, par la papeterie UPM à la Chapelle Darblay, dans le respect des dispositions environnementales et réglementaires en vigueur.

Collecte et destruction N°NACGDL14-124	
Date de collecte	17 septembre 2014
Adresse	40 rue Monceau – 75008 PARIS
Caractéristiques	Désarchivage
Poids	11656 kg
Date de destruction	19/09/2014

nouvelle attitude
Dynamiques environnementales, sociales & territoriales

Fait à Coignières, le 19/09/2014

Certifié détruit par recyclage
2014



Corbeille de tri en carton* 26 litres



Disposées dans les bureaux, les corbeilles de tri en carton sont progressivement remplies par les collaborateurs de l'entreprise.

Sont acceptés tous types de papiers et pas uniquement les feuilles A4. Inutile d'enlever les agrafes et trombones

**Dossiers – Contenus de classeurs - Chemises cartonnées (même avec sangles)
Journaux – Brochures – Magazines – Revues...**



*** livrées à plat, montage aisé.**

Collecteur sécurisé 240 Litres



Dimension intérieure	550 x 450 x 1030 h mm
Dimension extérieure	700 x 570 x 1055 h mm
<ul style="list-style-type: none"> - Poignée positionnée sur partie arrière du chariot - Equipé de deux roues caoutchouc diamètre 200 mm - Couvercle avec fente ouverte de 420 x 40 mm 	



HABILLAGE Standard 240L : 770x660x1065 mm

- 2 panneaux latéraux en Mèlaminé blanc de 19 mm, gris Dauphin.
- Panneau face avant en stratifié Gris Dauphin.
- Panneau de dessus en tôle d'acier 12/10°, peinture époxy Tenor1.
- Sérigraphie 2 couleurs sur le dessus ou face avant du meuble
- 4 patins gliss dom
- 2 poignées latérales
- Meuble monté / Emballage individuel.



